

La mémoire courte des catholiques français

CHRISTINE PEDOTTI 8 Janvier 2016



Devant la tentation du Front national, les chrétiens, tout particulièrement les catholiques, et en tout premier lieu les évêques, doivent regarder leur histoire en face.

Les réseaux sociaux cathos sont envahis de – souvent jeunes – catholiques qui font mine de s'étonner que le vote Front national puisse ne pas être catholique. Leur argument est le suivant : dès lors qu'aucun parti politique ne promeut toutes les règles morales du catholicisme, il faut choisir et le choix frontiste n'est pas pire qu'un autre. C'est peu dire qu'ils ont la tête creuse, la mémoire courte... et une lecture extrêmement sélective de l'Évangile.

L'accueil de l'étranger est pourtant au coeur de l'enseignement de Jésus. Il est même l'un des critères selon lequel nous serons sauvés et reconnus par Dieu comme ayant fait sa volonté. C'est la grande scène du Jugement, au chapitre 25 de l'évangile de Matthieu. Les justes se demandent pourquoi ils sont choisis et le maître du Jugement répond : « *J'étais un étranger et vous m'avez accueilli.* » Les justes interrogent encore : « *Mais quand t'avons-nous accueillis ?* » et obtiennent cette réponse : « *Chaque fois que vous l'avez fait pour l'un des petits qui sont mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait.* » C'est là le coeur du message chrétien.

Chaque homme, chaque femme est mon frère, ma soeur, je lui dois l'accueil et le soin. Accueillir et soigner cet étranger qui est mon « prochain », c'est accueillir Dieu lui-même. Si de trop nombreux catholiques ne voient pas en quoi le vote frontiste pose problème, c'est hélas parce qu'ils sont les héritiers sans mémoire d'un courant du catholicisme qui confond l'Évangile et l'ordre moral et qui a longtemps prospéré dans notre pays. Souvenons-nous que c'est dans cette France si catholique qu'il y a soixante quinze ans, tant de gens, y compris la quasi-totalité des évêques et archevêques, exceptions faites de Messigneurs Salièges (Toulouse) et Théas (Montauban), puis Gerlier (Lyon) et Delay (Marseille), ne virent aucun obstacle à ce que les juifs soient d'abord interdits de nombreuses professions, puis pourchassés, emprisonnés et finalement déportés.

Encore faut-il préciser que les quatre prélats en question ne parlèrent qu'à partir d'août 1942, c'est-à-dire après les premières déportations. Ils n'avaient jusqu'alors pas dit un mot contre les lois antijuives. À Noël 1944, le nouveau nonce à Paris, Angelo Roncalli, futur Jean XXIII, trouva sur son bureau la liste d'une quarantaine d'évêques identifiés comme collaborationnistes et pétainistes jusqu'à la dernière heure, dont le gouvernement français et son chef, Charles de Gaulle, pourtant fervent catholique, demandaient la démission. Rome ne voulait rien entendre, les choses traînèrent et, parce qu'il fallait bien que la vie reprenne, à l'été 1945, sept évêques partirent, trois démis par Rome, et quatre démissionnant de leur plein gré.

L'Église de France a voulu oublier, elle n'a jamais fait d'examen de conscience, à l'exception de la déclaration de repentance de Mgr Olivier de Berranger en 1997, à Drancy, laquelle lui a valu, d'ailleurs, de belles expressions de haine. Elle a oublié aussi que son « honneur » avait été sauvé par des prêtres, des religieux, des religieuses, des catholiques, hommes et femmes, qui, en toute désobéissance à l'égard de leur hiérarchie, s'étaient engagés et avaient sauvé des vies, parfois au prix de la leur.

C'est cette faiblesse de la mémoire que nous payons aujourd'hui. Certains catholiques, qui tiennent davantage à leur identité qu'à l'Évangile, croient pouvoir rejoindre les rangs du Front national ou lui donner leur suffrage. Les évêques, comme aux sinistres temps de l'Occupation allemande, se taisent lamentablement alors même que le pape François ne cesse de les presser de s'engager avec la plus grande fermeté en faveur d'une fraternité inconditionnelle.

Pourquoi ? Pourquoi ce terrible et coupable silence ? Nous savons que les évêques de France sont divisés et que certains espèrent la venue au pouvoir du Front national, quatre ou cinq peut-être, mais ils parlent haut et pèsent de tout leur poids. Au nom d'une unité factice, d'une unanimité de façade, les autres se taisent. Pourtant, les chrétiens, hommes et femmes, ont le devoir de dire haut et fort que non, le programme du Front national n'est pas compatible avec l'Évangile. Parce que nous affirmons l'unité du genre humain dans le Christ, nous ne pouvons accepter l'égoïsme de la préférence nationale. Nous affirmons que l'étranger, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne, est un frère ou une soeur en humanité et que nous lui devons des conditions de vie décentes au même titre que nous les devons à nos frères et soeurs de sang, et à nos compatriotes.

Voilà ce qui n'est pas négociable. Amis évêques, ne sacrifiez pas le coeur même de la foi à une fallacieuse unité. Amis et amies chrétiens, c'est le moment. Il faut prendre parti et notre seul parti est celui de l'Évangile.

Christine PEDOTTI